

Président de la FEC (CSQ) Mario Beauchemin souhaite voir se lever un mouvement syndical plus social

Claude Girard

Agent d'information CSQ

« Le temps est venu pour le mouvement syndical de repenser ses façons de faire, d'avoir le courage de se donner un nouveau projet plus rassembleur pour rompre avec l'image corporatiste, que ses détracteurs se plaisent à lui coller, pour se rapprocher de ses membres et également renouer avec la société québécoise. »

PHOTO FRANÇOIS BEAUREGARD

Fort des résolutions adoptées par les personnes déléguées de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC), affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), lors de leur 18^e Congrès qui se déroulait au mois de juin dernier sous le thème *Tournés vers l'avenir*, le président de la FEC, Mario Beauchemin, souhaite lancer un grand débat au sein du mouvement syndical autour de l'idée de la nécessité de se doter d'un projet audacieux et mobilisateur.

Briser la conjoncture néolibérale

Le président de la FEC croit que deux raisons majeures justifient ce besoin de renouvellement du syndicalisme, soit le résultat des dernières négociations dans le secteur public et la conjoncture politique au Québec.

« C'était la première fois, lors des dernières négociations, que j'avais l'occasion d'y participer à titre de président de la FEC et j'avoue que j'en suis sorti extrêmement déçu. Il ne faut pas tenir responsables les organisations syndicales, mais bien plutôt notre approche des négociations qui doit être revue et questionnée », affirme M. Beauchemin.

La seconde raison, qui force le mouvement syndical à se renouveler, est la philoso-

phie néolibérale de compressions qui influence tous les gouvernements au Québec depuis 25 ans.

« Il faut changer cette mentalité. Nous devons donc trouver un moyen audacieux et original pour renouveler notre approche lors des prochaines négociations, de même que nos pratiques et nos stratégies syndicales », mentionne le leader syndical.

Passer de la défensive à l'offensive

Essentiellement, le président de la FEC croit que le mouvement syndical doit cesser d'être sur la défensive pour passer à un syndicalisme de propositions.

« Nous ne devons plus négocier en réaction à des demandes gouvernementales, mais plutôt mettre de l'avant nos propres propositions et imposer notre agenda. Il faut dépasser la sphère de nos revendications économiques traditionnelles et soumettre des revendications sociales qui touchent l'ensemble de la société », explique M. Beauchemin.

« Pour y parvenir, nous devons nous rapprocher de nos membres et les impliquer dans la démarche visant à définir notre projet syndical. C'est d'ailleurs ce que nous comptons faire à la FEC, au cours des prochains mois, à travers une tournée de nos syndicats », précise M. Beauchemin.

À quoi pourrait ressembler un tel projet syndical ?

« L'idée est simple. Il faut continuer à revendiquer pour améliorer notre sort, mais cela doit se faire à travers des demandes plus globales. Par exemple, pourquoi le mouvement syndical n'exigerait-il pas une hausse du salaire minimum qui, même si elle ne bénéficierait pas à nos membres, profiterait à un grand nombre de nos concitoyennes et concitoyens parmi les moins privilégiés de la société », propose M. Mario Beauchemin.

Améliorer notre sort et changer la société

Le leader syndical songe également à des demandes salariales ventilées selon les catégories d'emplois. « Pourquoi les demandes d'augmentations salariales ne varieraient-elles pas selon que les travailleuses et les travailleurs sont de hauts salariés ou de bas salariés ? En jargon syndical, cela s'appelle des demandes de réduction des écarts salariaux. Cette approche coûterait moins cher au gouvernement et nous pourrions revendiquer que les économies soient investies dans l'engagement d'enseignantes et d'enseignants supplémentaires, ce qui permettrait d'alléger la tâche de tous », conclut le président de la FEC.